**Revue Sciences Humaines Mensuel N° 323 - Mars 2020**

**"L'esprit critique, une ambition républicaine".**

**Béatrice Kammerer***Journaliste spécialisée en éducation et parentalité, auteure de L’Éducation vraiment positive, Larousse, 2019.*

Indissociable du projet de l’école républicaine, la formation de l’esprit critique n’a cessé de s’adapter aux défis de son temps. Elle apparaît aujourd’hui comme un rempart contre certains maux de notre société, telles les rumeurs et les théories conspirationnistes.

Depuis longtemps, l’école française a voulu encourager les élèves à penser par eux-mêmes. Centrale dans la philosophie des Lumières, c’est au cours de la période révolutionnaire que la question devient concrète : comment faire de l’école un outil de formation d’individus capables d’exercer leur citoyenneté, de s’informer et de choisir en pleine connaissance de cause leurs représentants politiques ? Pour Nicolas de Condorcet, l’un des plus célèbres architectes de l’école républicaine, il faut d’abord instruire : « Nous n’avons pas voulu qu’un seul homme dans l’Empire pût dire désormais : la loi m’assurait une entière égalité de droits, mais on me refuse les moyens de les connaître », proclamait-il devant l’Assemblée législative en 1792.

**Émanciper les enfants des croyances religieuses.**

Il fallut pourtant attendre un siècle pour que ces idées soient mises en œuvre par Jules Ferry et son directeur de l’enseignement primaire Ferdinand Buisson. À l’époque, il s’agit surtout d’émanciper les élèves des croyances religieuses, explique Sylvain Wagnon, historien de l’éducation et professeur à l’université de Montpellier : « Pour les républicains du 19e siècle, l’enjeu était de libérer les individus de l’emprise de l’Église, c’est-à-dire selon leurs termes de lutter “contre le mensonge et l’ignorance”. » Dans une France qui compte en 1880 environ 20 % d’illettrés, l’émancipation des individus passe donc par l’acquisition de compétences de base – lire, écrire, compter – restées des symboles de l’école ferryste. À celles-ci s’ajoute une éducation aux valeurs républicaines, vouée à remplacer le catéchisme. Magistrale, volontiers partisane, l’instruction morale et civique de J. Ferry peut aujourd’hui sembler contradictoire avec l’objectif d’une pensée autonome, à tort selon S. Wagnon : « Il est indispensable de replacer cela dans le contexte de l’époque, où les populations peu instruites étaient totalement écrasées par le pouvoir de l’Église. »

Au début du 20e siècle, sous l’impulsion du mouvement pour l’éducation nouvelle, penser par soi-même devient une part indispensable du développement personnel. Grâce aux premières découvertes en psychologie sont inventées de nouvelles manières d’enseigner, plus respectueuses des besoins de l’enfant et encourageant résolument son autonomie, comme l’illustre le principe « Aide-moi à faire seul », emblématique de la pédagogie Montessori.

**Le rôle majeur de l’éducation civique**

Néanmoins, si tous les penseurs de l’éducation nouvelle partagent cette ambition émancipatrice, tous ne s’accordent pas sur ses finalités : « Pour Célestin Freinet, la formation de l’esprit critique était indissociable d’un projet politique de transformation de la société. Au contraire, pour les éducateurs médecins comme Ovide Decroly ou Maria Montessori, il s’agissait davantage d’une aptitude cognitive, bien moins marquée idéologiquement », commente le chercheur S. Wagnon, qui a récemment consacré un livre à ces débats (1).

Pointé depuis 1993 par l’Organisation mondiale de la santé (OMS) comme l’une des dix compétences psychosociales indispensables pour « répondre avec efficacité aux exigences et aux épreuves de la vie quotidienne (2) », ce n’est pourtant qu’au milieu des années 2010 que l’esprit critique devient une question prioritaire dans les prérogatives scolaires. Plusieurs événements dramatiques jouent le rôle de déclencheur : l’attentat contre Charlie Hebdo en janvier 2015, la diffusion massive en ligne d’infox à visée de manipulation politique révélée lors la campagne présidentielle américaine de 2016, ainsi que la montée des opinions conspirationnistes pouvant comporter des enjeux de santé publique tels que la vaccination. L’esprit critique des jeunes fait alors l’objet d’une attention accrue dans les évaluations internationales : selon l’étude Pisa 2018, seuls 9,2 % des élèves français de 15 ans seraient capables de distinguer un fait d’une opinion, soit légèrement plus que la moyenne de l’OCDE (8,7 %).

Aujourd’hui, l’ambition de développer une pensée critique se retrouve dès la maternelle dans les programmes de l’Éducation nationale. L’éducation civique (encadré ci-dessous) tient toujours un rôle majeur dans cette démarche. Cependant, depuis la rentrée 2015, l’apprentissage de l’esprit critique a gagné en importance : il joue le rôle de compétence transversale. « Notre but était que la formation à un jugement autonome ne soit pas qu’un vœu pieux, mais une pratique opérationnelle. D’où l’accent mis sur les dispositifs pédagogiques qui exigent de l’élève, non seulement une restitution des savoirs, mais une réflexion et des compétences argumentatives », explique Pierre Kahn, coordinateur entre 2014 et 2015 du groupe d’experts chargé du programme d’éducation morale et civique auprès du Conseil supérieur des programmes.

**Les enseignants en manque de formation**

Parmi les dispositifs, on peut citer pêle-mêle les discussions à visée philosophique, les débats réglés, les jeux de rôle, les conseils d’école d’enfants ou encore l’examen de dilemmes moraux. L’objectif consiste à apprendre aux élèves à mettre en perspective les idées et les informations qu’ils entendent, en leur faisant envisager des points de vue contradictoires, et à exercer leur capacité de discernement.

Ces ambitions ont pourtant eu du mal à se traduire dans les classes. En cause, un manque de formation des enseignants, ainsi qu’en témoigne Laurence de Cock, agrégée d’histoire-géographie et chargée de cours en didactique de l’histoire à l’université Paris-VII : « Enseigner le débat, ça s’apprend ! Il ne s’agit pas de mettre les élèves autour d’une table en se demandant “Le racisme, pour ou contre ?”, ce serait tomber dans un relativisme généralisé extrêmement dangereux (3). »

À ce manque de ressources s’est conjuguée une rigidification de l’éducation morale et civique après le traumatisme des attentats à Charlie Hebdo : « L’EMC a commencé à être envisagée par les pouvoirs publics de manière plus dogmatique. Pour la première fois, il a été demandé aux enseignants de signaler les manifestations d’opposition des élèves aux valeurs républicaines plutôt que de se contenter d’y apporter des réponses pédagogiques », regrette P. Kahn. Un changement de cap qui semble confirmé dans les récentes mises à jour du programme d’EMC en 2018 : « On observe une bien plus grande insistance sur la connaissance des valeurs et symboles de la République au détriment de leur mise en pratique », estime P. Kahn.

**L’éducation à l’information et aux médias**

Deux autres secteurs de l’enseignement scolaire français sont particulièrement mobilisés pour développer l’esprit critique. Le premier concerne l’enseignement de la méthode scientifique. La chercheure Elena Pasquinelli, philosophe des sciences cognitives et coordinatrice du projet « Esprit scientifique, esprit critique » de la fondation La main à la pâte, a travaillé avec son équipe pour décortiquer les différentes compétences de la méthode scientifique – observer, expliquer, évaluer, argumenter, inventer – en divers niveaux de progression du CP à la troisième. Elle en tire un ensemble de séquences pédagogiques clés en main (4). Ce sont par exemple des activités d’enquête pour analyser la fiabilité d’images sensationnelles ou apprendre à formuler des hypothèses, des jeux de rôles argumentatifs pour débusquer les arguments fallacieux. « Il est fondamental que les ressources soient simples à utiliser par les enseignants et qu’elles s’incluent directement dans le cadre des cours car les interventions ponctuelles ne suffisent pas : l’esprit critique doit se pratiquer régulièrement, dans toutes les disciplines », renchérit la chercheure.

Pas question néanmoins de s’attaquer frontalement aux questions vives : « Ma crainte est que les élèves découvrent les outils de l’esprit critique en zone de guerre, alors qu’ils sont utiles au quotidien, par exemple pour dialoguer avec un ami qui croit pouvoir prévoir le résultat du match de foot », explique E. Pasquinelli.

Second secteur, complémentaire de la formation à la méthode scientifique, l’éducation aux médias et à l’information (Emi) tient une place centrale dans la bataille. Introduite en 2013 dans les textes de l’Éducation nationale, elle se présente comme un enseignement interdisciplinaire, ayant pour but d’aider les élèves à se repérer dans le paysage médiatique. Le Centre pour l’éducation aux médias et à l’information (Clemi), chargé dans les académies de la formation des enseignants en Emi et de la production de ressources pédagogiques, est un opérateur incontournable de cet enseignement. Pionnier de ce secteur depuis 1982, le Clemi a vu s’affirmer la demande sociale en faveur de l’Emi : « Il y a vingt ans, pour étudier la presse écrite, on pouvait se contenter de réunir quelques journaux et d’en analyser le contenu avec les élèves. La donne est bien plus complexe aujourd’hui, où la “story” de Nabilla côtoie celle du journal Le Monde sur les réseaux sociaux », explique Sébastien Rochat, responsable de formation au Clemi. Depuis quelques années, il constate une demande croissante de formation de la part des enseignants, en particulier des professeurs documentalistes qui jouent un rôle de premier plan dans l’éducation aux médias et à l’information : « Malgré 25 000 enseignants formés en 2018-2019, nos formations enregistrent toujours bien plus de demandes que de places. » Pour répondre à ces nouveaux besoins, le Clemi développe des ressources pédagogiques innovantes : ateliers d’esprit critique avec les élèves, jeu d’enquête journalistique en classe… Leur but ? Apprendre aux élèves à vérifier les informations et lutter contre les infox. Oui, mais pas uniquement : « Une première erreur serait de faire travailler les élèves sur les fausses informations avant même de leur avoir appris ce qu’est une information. La seconde, de leur laisser croire que la vigilance ne doit être de mise que sur les réseaux sociaux, alors qu’elle concerne toutes les productions médiatiques. » Le formateur reste optimiste : « Contrairement à ce que l’on pense, les élèves sont rarement dupes face aux fausses informations et il suffit de quelques interventions d’Emi pour que leur jugement devienne extrêmement affûté. »

**Armer les futurs citoyens**

Faute de recherches sérieuses et de retours d’expériences, l’école ne s’est pas encore pleinement emparée de l’enjeu que représente l’enseignement de l’esprit critique.

***Trois questions à Gérald Bronner,*** *professeur de sociologie à l’université Paris-VII, spécialiste des croyances et de la cognition sociale. Il a publié Déchéance de rationalité. Les tribulations d’un homme de progrès dans un monde devenu fou, Grasset, 2019.*

***Depuis plusieurs années, vous alertez quant à l’urgence de développer l’esprit critique pour faire face aux « épidémies de crédulité collective » dont nous serions victimes. L’école française a-t-elle pris la mesure de cette urgence ?***

*Oui, mais cette prise de conscience est extrêmement récente. Depuis une quinzaine d’années, nous assistons à une dérégulation du marché de l’information. Les sources d’information se multiplient et viennent concurrencer la parole des experts. Les réseaux sociaux ont également fait de chacun de nous des opérateurs d’information qui, par le biais de nos « like » et de nos partages, peuvent favoriser la diffusion d’infox, ainsi que l’émergence de théories conspirationnistes farfelues, telles que celle de la Terre plate. Nous faisons donc face à de nouveaux canaux de diffusion de la crédulité face auxquels il faut armer les futurs citoyens. Dans cette nouvelle mission, l’école française en est encore à ses balbutiements : il y a de nombreuses initiatives intéressantes menées par les enseignants, mais trop peu de centralisation et d’évaluation rigoureuse.*

***Concrètement, comment l’esprit critique pourrait-il être enseigné ?***

*La recherche scientifique internationale sur le sujet n’en est encore qu’à ses débuts, mais on peut faire quelques hypothèses. On sait par exemple que les compétences liées à l’esprit critique doivent s’enseigner par des exemples concrets et non de manière purement théorique : il serait donc inutile d’introduire un nouveau cours dédié à l’enseignement des biais de raisonnement. L’étude de ces mécanismes pourrait en revanche être introduite dans les cours pour enseigner plus efficacement certaines théories contre-intuitives, ou qui rencontrent beaucoup de résistances liées aux croyances religieuses, comme la théorie de l’évolution. Ce serait autant d’occasions à saisir pour muscler le système immunitaire intellectuel des élèves.*

***Quels résultats peut-on attendre d’un tel enseignement à l’école ?***

*Je serais un mauvais sociologue si je prétendais que l’enseignement de l’esprit critique pourrait suffire à régler l’ensemble des maux de notre temps : radicalisme religieux, méfiance vis-à-vis de la médecine, etc., ce serait faire fi du sentiment de déclassement, de l’influence de l’environnement social ou encore de celle du niveau d’études qui interviennent notamment dans la construction d’une croyance. Je pense néanmoins que cela minimiserait la probabilité d’endosser des raisonnements erronés. Reste à déterminer comment s’y prendre précisément : quelles interventions mettre en place dans les classes pour développer chez les élèves la pratique méthodique du doute raisonnable et éviter de susciter un scepticisme de mauvais aloi, comme on le trouve dans les théories du complot ? C’est ce que je m’attelle à faire au sein du Conseil scientifique de l’Éducation nationale, où nous sommes en train d’élaborer des protocoles d’expérimentations dans les classes afin d’évaluer à court et moyen termes l’effet des interventions.*

**L'éducation civique selon les époques**

Apport de premier plan dans l’enseignement de l’esprit critique, l’éducation civique, historiquement rattachée à l’enseignement de l’histoire-géographie, a vu ses objectifs être profondément modifiés au fil des époques. Pensée par Ferdinand Buisson pour « faire aimer la patrie (5) » à la fin du 19e siècle, l’éducation civique se voit réassignée en 1945 à la mission de tirer les leçons des ignominies de la guerre et à « former des esprits libres (6) ». Elle est supprimée après mai 1968 au profit d’un exercice concret des outils démocratiques – à savoir l’instauration dès 1969 des délégués de classe et des représentants lycéens au Conseil d’administration des établissements. L’éducation civique sera finalement réintroduite en 1985 dans une volonté de renouer avec les traditions de l’école républicaine. Une ambition pleinement atteinte seulement en 2013 avec la loi pour la refondation de l’école de la République qui restaure un « enseignement moral et civique » chargé d’amener les élèves « à se forger un sens critique et à adopter un comportement réfléchi ». Bénéficiant d’un horaire dédié et d’un programme entièrement rénové, le dispositif deviendra à la rentrée 2015 la clé de voûte de la « Grande Mobilisation de l’école pour les valeurs de la République » engagée par le ministère de l’Éducation nationale suite aux attentats de Charlie Hebdo.

**NOTES**

(1) Sylvain Wagnon, De Montessori à l’éducation positive. Tour d’horizon des pédagogies alternatives, Mardaga, 2019.

(2) OMS, « Life skills education for children and adolescents in schools », 1997.

(3) Laurence de Cock, École, Anamosa, 2019.

(4) Gabrielle Zimmermann, Elena Pasquinelli et Mathieu Farina, Esprit scientifique, esprit critique, 2 t., Le Pommier, 2017-2018.

(5) Ferdinand Buisson, Dictionnaire de pédagogie et d’instruction primaire, 1887, rééd. Robert Laffont, 2017.

(6) Circulaire du 30 août 1945 sur l’enseignement de l’initiation à la vie politique et à la vie économique.